



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 14 Novembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La loi organique 18-15 renforce le contrôle parlementaire sur les politiques publiques et les performances des secteurs

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali a affirmé, dimanche à Alger, que l'application en 2023 de la loi organique relative aux lois de finances devrait renforcer le contrôle parlementaire sur les politiques publiques et évaluer les performances des différents secteurs.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

SMEX : l'Algérie est devenue une nouvelle destination des investissements étrangers

Des opérateurs économiques algériens et arabes ont affirmé, dimanche, l'importance de la Conférence et l'Exposition arabe et internationale des petites et moyennes entreprises (SMEX ALGERIA 2022) qui se tient à Alger en ce sens qu'elle véhicule un message "fort" que l'Algérie est devenue une nouvelle destination des investissements étrangers.



[Sommet arabe, adhésion aux Brics, visite du président Tebboune en Russie : Les trois fronts géopolitiques de l'Algérie](#)

La nouvelle donne géopolitique oblige l'Europe à cesser de considérer l'Algérie comme un marché pour ses produits et l'élever obligatoirement au rang de partenaire à part entière. Au lendemain du succès du Sommet arabe sur ses terres, l'Algérie introduit une demande d'adhésion aux Brics et sa diplomatie prépare la visite du président de la République en Russie.



[Le Sommet maghrébin se tient aujourd'hui : Les banquiers en conclave](#)

La 18ème session du Sommet bancaire maghrébin, se tiendra aujourd'hui et demain à Alger, sous le thème « Défis et perspectives de l'activité bancaire », a annoncé, samedi, l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef).



[Conférence internationale sur leur développement et financement : Les PME arabes se retrouvent à Alger](#)

Cette manifestation dont le coup d'envoi été donné, hier, se concentrera notamment sur les politiques et programmes des gouvernements arabes et africains qui leur sont dédiés. Cette initiative louable, certes, ne sera pas une mince affaire sachant que le niveau des échanges



[Ballet de Premiers ministres et de ministres européens à Alger : Diplomatie énergétique: à plein gaz!](#)

Les ministres slovènes des Affaires étrangères et de l'Infrastructure effectueront, à partir d'aujourd'hui, une visite à Alger pour conclure un accord d'achat de gaz naturel. Présidents, chefs de gouvernements, Premiers ministres et hautes personnalités ont fait, ces derniers temps, d'Alger une destination privilégiée.



[La leçon algérienne à l'Europe](#)

Beaucoup de personnalités d'envergure internationale ont visité ou s'appêtent à visiter l'Algérie. Il faut dire que ces derniers mois, outre les chefs d'État arabes, qui ont été en nombre à Alger lors du Sommet arabe, des présidents européens, à l'image du président français, Emmanuel Macron, ou italien, Sergio Mattarella, ou encore des Premiers ministres, des ministres des Affaires étrangères d'une multitude de nations ont fait le déplacement d'Alger.



[Renforcement de la coopération arabo-africaine : M. Kassali reçoit le DG de la Banque Arabe pour le développement économique en Afrique](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu, samedi à Alger, le directeur général de la Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Sidi Ould Tah avec lequel il a échangé autour des opportunités qui s'offrent à la BADEA pour renforcer ses interventions au niveau du continent africain.



[Financement du déficit budgétaire : Le FRR en pare-choc](#)

Face à un déficit de 5.720,0 milliards de dinars sur la période 2023-2025, le gouvernement pourra compter sur la réanimation du Fonds de régulation des recettes pétrolières (FRR) qui devrait engranger d'importantes plus-values grâce à la hausse des prix du pétrole.



[Finance Kassali reçoit le DG de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu, samedi à Alger, le directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Sidi Ould Tah, avec lequel il a échangé autour des opportunités qui s'offrent à la BADEA pour renforcer ses interventions au niveau du continent africain.

Conférence et Salon sur les PME arabes / Zeghdar : un espace pour la promotion de l'investissement et du partenariat



Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a affirmé, samedi à Alger, que la Conférence et le Salon internationaux sur les petites et moyennes entreprises arabes (SMEX ALGERIA 2022) constituent une occasion propice pour examiner les moyens de promouvoir l'investissement et stimuler l'intégrité et le partenariat entre les pays arabes et l'Afrique, et d'encourager l'investissement étranger en Algérie, à la lumière de la nouvelle loi relative à l'investissement.



Intégration financière maghrébine : Un impératif de transformation structurelle

La 18e session du Sommet bancaire maghrébin s'ouvre, aujourd'hui à Alger. L'intégration et l'inclusion financières figurent parmi les thématiques importantes qui y seront débattues. En effet, face au poids de la pandémie sur les budgets nationaux et les balances des paiements et sur la chute des prix du pétrole, il est opportun, préconisent des spécialistes, de s'interroger sur les interactions futures de l'intégration financière des pays du Maghreb pour faire face aux conséquences négatives des crises.



[Contrôle parlementaire des politiques publiques : amélioration de la gestion et efficacité de l'exécutif](#)

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Ibrahim Boughali, a affirmé, hier à Alger, que l'application en 2023 de la loi organique relative aux lois de finances devrait renforcer le contrôle parlementaire sur les politiques publiques et évaluer les performances des différents secteurs.



[PLF-2023, pêche, aquaculture et bateaux : 6 milliards de DA pour booster le secteur](#)

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a affirmé que dans le cadre du projet de loi de finances (PLF 2023), une enveloppe financière de plus de 6 milliards de DA avait été affectée aux autorisations d'engagement et plus de 4,83 milliards de DA aux crédits de paiement.



[Eclairage : Le siècle de la dématérialisation](#)

Changer de paradigme économique impose de remédier à ses faiblesses structurelles causées par une forte dépendance au secteur des hydrocarbures. La vision stratégique cible, à cet effet, le développement des secteurs porteurs de croissance, pour aboutit au renforcement de la productivité et de la compétitivité de nos entreprises, en intégrant les nouvelles technologies.



[Symbole de progrès](#)

Approfondir la culture numérique, tout en encourageant l'innovation, cela représente un symbole de renaissance bien assimilé, aussi bien par les citoyens que par les institutions et les entreprises. Des plans et stratégies en matière de transformation numérique sont adoptés, et ce sont autant de signes de renouveau, car tous ces acteurs sont porteurs de projets intégrant l'intelligence artificielle pour accompagner la disponibilité de nombreux services.



Réformes budgétaires : Les avantages de la loi

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé, ce dimanche, que la mise en œuvre de la loi organique relative à la loi de finances au cours de l'année 2023 permettrait au Parlement plus de flexibilité dans l'élaboration des rapports de rentabilité des différents secteurs.



SMEX ALGERIA 2022: L'Algérie nouvelle destination des investissements étrangers

Des opérateurs économiques algériens et arabes ont affirmé, dimanche, l'importance de la Conférence et l'Exposition arabe et internationale des petites et moyennes entreprises (SMEX ALGERIA 2022) qui se tient à Alger en ce sens qu'elle véhicule un message "fort" que l'Algérie est devenue une nouvelle destination des investissements étrangers.



Subventions ciblées : Le projet est-il mis au frigo

« Le ciblage des subventions », un groupe nominal scandé pendant plusieurs mois dans les discours des responsables, a subitement et curieusement disparu de la logorrhée officielle ces dernières semaines. Alors même que les députés sont en plein débat du projet de loi de finances qui définit les affectations budgétaires pour l'exercice 2023, c'est motus et bouche cousue ; à croire que ce qui a été dédié à la « gestion rigoureuse des subventions » est frappé d'une croix rouge.

مالية: القانون العضوي 15-18 يعزز الرقابة البرلمانية على السياسات العمومية وأداء القطاعات

أكد رئيس المجلس الشعبي الوطني، السيد ابراهيم بوغالي، اليوم الاحد، بالجزائر العاصمة، ان الشروع في تنفيذ القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية خلال سنة 2023 من شأنه تعزيز الرقابة البرلمانية على السياسات العمومية وتقييم اداء مختلف القطاعات.



المعرض العربي للمؤسسات الصغيرة يفتح آفاقا واعدة



أكد متعاملون اقتصاديون جزائريون وعرب، اليوم الأحد، أهمية المؤتمر والمعرض العربي الدولي للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة المنظم بالجزائر من حيث أنه يبعث بإشارة "قوية" مفادها أن الجزائر أصبحت بمثابة وجهة جديدة للاستثمارات الاجنبية.

الجزائر الجديدة أصبحت واضحة المعالم

أكد رئيس المجلس الشعبي الوطني، إبراهيم بوغالي، اليوم الأحد، أن مشروع القانون العضوي 18-15 المتعلق بقوانين المالية ليس منفصلا عما يحدث من تجدد في النظرة الشاملة التي حددتها الالتزامات 54 لرئيس الجمهورية عبد المجيد تبون.



بحضور مصارف وشركات نقدية للدول الأعضاء: قمة مصرفية مغاربية بالجزائر لحصار "الأموال الوسخة"

تفتح البنوك والمصارف والمؤسسات المالية الجزائرية هذا الإثنين، ملفات تبييض وغسيل الأموال، ومكافحة تمويل الإرهاب وكيفية احتواء الاقتصاد التحتي أو السوق السوداء، وسبل تحقيق الشمول المالي، خلال القمة المصرفية المغربية المزمع عقدها بالعاصمة، بحضور وزير المالية ومحافظ بنك الجزائر، ومصارف وشركات نقدية للدول الأعضاء.



لضمان المرونة والشفافية في تسيير القطاعات: نواب يطالبون برفع السرية عن التعليمات والمراسلات الوزارية

دعا نواب بالمجلس الشعبي الوطني إلى تمكينهم من الاطلاع على مضمون التعليمات والمراسلات الوزارية التي يتم الإبراق بها إلى الولايات، للتحري في تجسيد المشاريع القطاعية. وجاء ذلك خلال اليوم الدراسي حول القانون العضوي لقانون المالية 18/15 المنظم، الأحد، من طرف رئاسة المجلس، بمبنى زيغود يوسف، في حين حظي هؤلاء النواب بقبول مبدئي من قبل رئيس المجلس في ختام الفعالية.

BRAHIM BOUGHALI, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE :

«Les contours de l'Algérie nouvelle se précisent»

Pour le président de l'Assemblée populaire, le projet de loi organique 15-18 portant lois de finances n'est pas dissocié du renouvellement de la vision globale définie par les 54 engagements du président de la République.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Brahim Boughali, qui intervenait, hier dimanche, à l'ouverture d'une journée d'étude dédiée aux «Nouvelles orientations du budget de l'État dans le cadre de la réforme budgétaire», a expliqué que ce renouveau vient à bout de la gestion actuelle en permettant concurrence, flexibilité et transparence».

Il a également pris acte de l'adoption du principe du budget en fonction des résultats et des objectifs, ainsi que les mesures relatives

à l'obligation pour le gouvernement de présenter sa stratégie pluriannuelle, ainsi que la procédure de fourniture du Parlement des rapports sur les rendements de tous les ministères à l'occasion de la présentation du projet de loi de règlement budgétaire. Des mesures qui, a-t-il ajouté, sont d'une «grande importance de manière à renforcer les relations de coordination entre le gouvernement et le Parlement dans le cadre des dispositions constitutionnelles».

Dans ce contexte, le président de la chambre basse du Parlement a souligné que la loi organique 15-18 vise à introduire des transformations profondes dans les modes de gestion des deniers publics en réformant le cadre budgétaire et comptable comme moyen de moderniser les dépenses publiques. Il dit s'attendre à ce que les mécanismes prévus dans ce cadre aboutissent à une démarche prospective plus efficace, notamment en ce qui concerne l'évaluation exacte des dépenses et la mise en place de mécanismes pour faire face aux situations d'urgence par le biais de crédits supplémentaires et la loi de finances complémentaire.

Boughali a considéré, enfin, sur la base des acquis engrangés, que «les contours de l'Algérie nouvelle se précisent», considérant que «le décollage global promis par le président de la République respecte les particularités culturelles et historiques et définit en même temps les mécanismes qui nous y introduisent». Et d'ajouter en estimant que la «préservation de l'identité devrait être conforme et bénéficiaire des outils de contrôle, de gouvernance et d'orientation, tels que la gestion des finances publiques par le biais d'objectifs plutôt que de s'appuyer sur des attentes qui ne sont souvent pas soumises à une logique précise».

M. K.

FINANCES : LA LOI ORGANIQUE 18-15 RENFORCE LE CONTRÔLE PARLEMENTAIRE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali a affirmé, dimanche à Alger, que l'application en 2023 de la loi organique relative aux lois de finances devrait renforcer le contrôle parlementaire sur les politiques publiques et évaluer les performances des différents secteurs. S'exprimant à l'ouverture de la journée d'études organisée au siège de la wilaya d'Alger sur les nouvelles orientations du budget de l'Etat dans le cadre de la réforme budgétaire conformément à la loi organique 18-15 relative aux lois de finances, M. Boughali a précisé que les dispositions introduites dans ce texte de loi relèvent «d'une extrême importance» et contribueront au «renforcement des relations de coopération entre le gouvernement et le Parlement dans le cadre des dispositions constitutionnelles y afférentes dans l'objectif de consolider la résilience sur le contrôle parlementaire». «Bien qu'importante, la bonne gouvernance n'est pas uniquement une question de formation et de transparence mais il s'agit désormais de mécanismes et de méthodologies à adopter pour minimiser les prévisions qui se heurtent souvent à la réalité», a-t-il dit. «La loi organique 18-15 définit les objectifs liés au nouveau cadre législatif du budget qui s'appuie sur le budget des résultats et des objectifs

définis précédemment, et partant conférer la transparence en matière de dépense de l'argent public», a poursuivi le président de l'APN. M. Boughali a appelé les élus locaux à adhérer à la nouvelle démarche exigeant davantage de coordination et d'unification des efforts avec le reste des établissements et des instances comme impératif pour réaliser les objectifs et parvenir aux résultats escomptés. A la lecture de la teneur de la loi organique 18-15, le député Bekhouche Sedik a précisé que les dispositions contenues dans cette loi permettent de définir les besoins en crédits selon les programmes et en fonction de véritables appréciations des dépenses, en sus de la mise en place des mécanismes de prise en charge pour faire face aux situations d'urgence. Sur la différence entre cette loi et la loi organique 84-17 relative à la loi de finances et loi organique 18-15, M. Bekhouche a fait état de l'adoption du cadre budgétaire pluriannuel portant loi de finances 2023 et les pronostics des deux prochaines années ainsi que le recours au budget des programmes se basant sur les objectifs, contrairement à la précédente loi qui s'appuie sur la dualité budgétaire (fonctionnement et équipement) et la gestion des dépenses comptant sur les moyens. Pour sa part, le député Didiche Zine El Abdedine a souligné que cette réforme avait pour objectif de rendre plus lisibles les documents relatifs au budget et d'exécuter un contrôle en aval à même d'améliorer la gestion et d'évaluer l'efficacité à travers des rapports ministériels sur le rendement.

COMMENTAIRE

CHAMPS FERTILES

Par Ouali Mouterfi

L'Algérie nouvelle dans la vision inclusive du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui en a fait l'objectif primordial de son mandat, ne peut prendre forme sans l'implication et, surtout, le plein engagement de la société civile dans la concrétisation de ce projet dont le caractère vital a été mis en exergue par les multiples défis que le pays a dû relever ces dernières années. Il n'est pas question dans l'esprit du chef de l'Etat de reconduire les anciens réflexes d'instrumentalisation de la société civile. L'Algérie ne peut déceimment plus se permettre ce genre d'erre-

ments permis par l'exercice exclusif de la prise de décision, et le peuple algérien s'est unanimement exprimé sur la société dans laquelle il désire vivre. La Constitution amendée avait déjà introduit plusieurs mécanismes juridiques et réglementaires favorisant l'implication des différents acteurs de la société civile à la gouvernance publique, et c'est dans ce cadre qu'un large débat et une consultation continue ont été engagés à l'initiative du président de la République pour établir un diagnostic au plus près de la réalité de la société civile dans toute sa diversité, dans le but de lever tous les obstacles et trouver les voies et moyens les meilleurs pour qu'elle s'élève au statut d'actant sur la scène nationale, de contrepois dans tous les jeux d'arbitrage et de partenaire incontournable et efficace dans toutes les questions décisives qui engagent l'avenir du pays et de la

43
nation. Cet effort d'introspection aura comme apothéose la tenue d'assises de la société civile qui, au-delà des conférences et des ateliers de travail, célébreront d'abord la démocratie participative et ouvriront ensuite les champs fertiles où pourront s'épanouir toutes les formes d'organisation des forces sociales dynamiques qui tendent à donner chair à cette Algérie nouvelle et reconnectée au projet libérateur des pères fondateurs que revendique le peuple. Il faut aussi voir dans cet événement l'affirmation renouvelée d'une volonté politique visant à sanctifier le rôle de la société civile en tant qu'interface incontournable des institutions et d'instrument efficace dans le rétablissement de la confiance entre l'Etat et la société, prélude à la matérialisation des concepts de citoyenneté et d'Etat de droit.

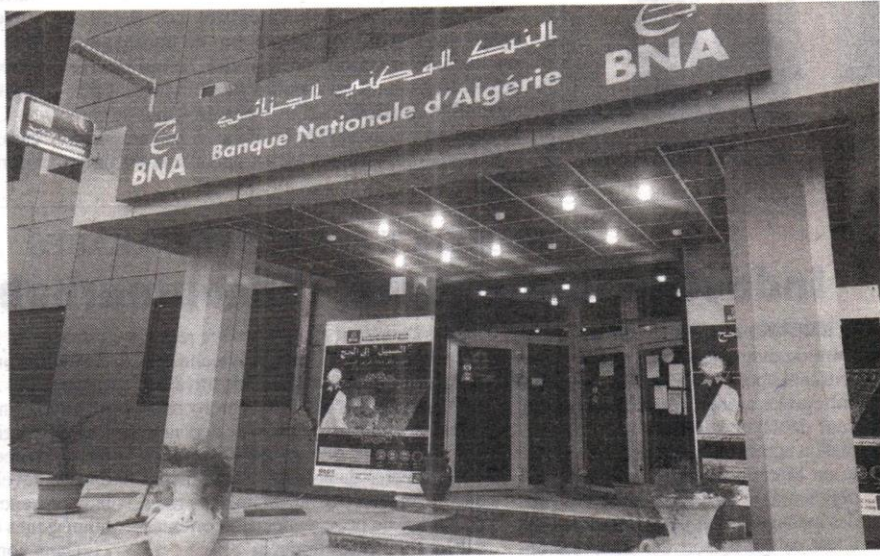
■ O. M.

18^e SESSION DU SOMMET BANCAIRE MAGHRÉBIN

Renforcer l'interconnexion

Où en sont les systèmes bancaires maghrébins ? Comment les banques de la région permettent-elles de répondre aux défis de l'heure tels que la croissance économique, la promotion des investissements, la création d'emploi et l'innovation technologique ? Comment coopèrent-elles en matière de lutte contre les pratiques frauduleuses tel le blanchiment d'argent ? Autant de questions sur lesquelles les banques maghrébines tenteront de répondre lors de la 18^e session du Sommet bancaire maghrébin qui s'ouvre aujourd'hui à Alger.

S'étalant sur deux jours, ce Sommet, organisé par l'Union des banques maghrébines (UBM) conjointement avec l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef), est placé sous le thème «Défis et perspective de l'activité bancaire». Il verra la participation des dirigeants et hauts cadres des banques, des responsables économiques et financiers des cinq pays de l'UMA (Algérie, Tunisie, Libye, Maroc, Mauritanie) ainsi que des représentants de la sphère économique et des experts financiers, selon le communiqué de l'Abef. Il sera question de débattre des questions d'intérêt commun à travers des panels et des workshops portant sur l'innovation tech-



nologique, les défis de l'écosystème bancaire et financier, la conformité à la norme internationale de lutte contre le blanchiment d'argent et d'autres sujets en relation avec l'activité bancaire.

Au menu également, il est prévu à l'ordre du jour de mettre l'accent sur la banque de demain à l'ère de l'«engagement banking platform», sur l'apport de l'intelligence artificielle et sur le développement du fonctionnement des banques. Le plus attendu des banques lors de cette rencontre est d'échanger leurs expériences et d'œuvrer à renforcer leur interconnexion, en vue de créer des synergies

leur permettant de répondre efficacement aux enjeux précités.

S'ADAPTER AUX MUTATIONS

Contacté à ce sujet, l'expert en finances Mahfoud Kaoubi a fait savoir que les participants à cette rencontre vont certainement se pencher sur «les questions relatives à la modernisation du secteur bancaire que ce soit par rapport aux plateformes à mettre en place ou à la formation des cadres et à la nécessité de l'adapter en fonction des mutations que connaît le secteur sur le plan mondial». Il a fait observer que le système bancaire devra suivre l'évolu-

tion économique et être au diapason pour répondre aux besoins qui se font sentir. Il a fait observer que la coopération entre les banques du Maghreb est disparate, indiquant qu'entre l'Algérie et la Tunisie, celle-ci est assez développée, principalement dans le domaine de la formation. «Les banques maghrébines pourraient syndiquer plein d'actions, notamment de garantie à l'international, le renforcement du cadre de formation, la modernisation des instruments et la mise en place de stratégies communes sur plusieurs aspects en relation avec l'activité bancaire».

■ Wassila Ould Hamouda

ACCOMPAGNEMENT DES OPÉRATEURS ALGÉRIENS SUR LE MARCHÉ AFRICAIN

La BADEA « offre » son expertise et son savoir-faire

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu, samedi à Alger, le directeur général de la Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Sidi Ould Tah avec lequel il a échangé autour « des opportunités qui s'offrent à la BADEA pour renforcer ses interventions au niveau du continent africain », indique un communiqué du ministère.

La BADEA qui est une institution financière internationale a été créée en 1974 à Alger par les États membres de la Ligue des États arabes, en vue de contribuer au développement de la coopération économique, financière et technique entre les pays arabes et africains, visant également à concrétiser « la solidarité arabo-africaine ». Lors de cette rencontre Kassali et le DG de la BADEA « ont permis de convenir sur l'organisation en Algérie, au titre des festivités prévues pour la célébration du 50ème anniversaire de la création de la BADEA, un évé-

nement qui regroupe l'ensemble des acteurs économiques algériens (exportateurs, investisseurs, institutions financières), il doit permettre d'examiner les voies et moyens à même d'accompagner cette volonté algérienne d'aller sur le marché africain pour en tirer profit de son immense potentiel créé à la faveur de la mise en place de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLE-CAF) », précise le même communiqué.

Cette rencontre, poursuit la même source, a constitué « une occasion pour échanger sur les opportunités qui s'offrent à la BADEA pour renforcer davantage ses interventions au niveau du Continent africain, dans un contexte marqué par des défis importants à relever en matière de développement économique et social, particulièrement dans les domaines de la sécurité alimentaire, énergétique, sanitaire et environnementale ».

Cette entrevue a été également mise à profit par Kassali

pour mettre l'accent sur « le rôle prépondérant que doit jouer cette banque dans le renforcement de la coopération arabo-africaine, en favorisant le financement de projets intégrateurs à même d'assurer une croissance durable au niveau des pays du continent », a fait savoir la même source. Pour sa part, le Dr Sidi Ould Tah a tenu à informer Kassali, en sa qualité de gouverneur de l'Algérie auprès de la BADEA, « des résultats positifs enregistrés par son institution durant ces derniers exercices et pour lui faire part des principaux éléments de sa nouvelle stratégie élaborée au titre de son prochain plan quinquennal de développement », rapporte le communiqué. Tout en confirmant le soutien de l'Algérie aux efforts déployés par la BADEA ainsi que son engagement constant à « renforcer les liens de coopération arabo-africaine, Kassali a abordé avec son interlocuteur les possibilités d'appui de la BADEA aux efforts de déploiement des opérateurs

algériens sur le marché africain et la promotion des exportations algériennes en direction de ce marché », souligne le ministère.

À cet égard, le Dr. Ould Tah a confirmé la disponibilité de son institution à apporter l'accompagnement nécessaire aux opérateurs algériens ainsi que la mise à leur disposition de son expertise et de son savoir-faire pour leur permettre de renforcer leur présence sur le continent africain, « avec les garanties et les sûretés nécessaires pour leurs transactions ». Selon le ministère, la visite du Dr Sidi Ould Tah en Algérie, s'inscrit dans le cadre de sa participation aux travaux de la rencontre arabo-africaine pour l'encouragement des transactions entre les deux régions, organisée en marge de la première édition de la Conférence et exposition arabe et internationale des PME (SMEX), dont la BADEA est l'un des principaux sponsors et qui se déroule actuellement (12 au 14 décembre 2002) à Alger.

L. Z.

MARCHÉS OFFICIEL ET PARALLÈLE

Les taux de change du dinar ^{RSU}

Pour hier, un euro s'échange contre 140,73 DA à l'achat et 140,79 DA à la vente, à la Banque d'Algérie. Alors que sur le marché parallèle de change, l'unité de cette même monnaie s'échange toujours dans les environs de 216 DA à l'achat et à 218 DA à la vente. Concernant le dollar américain, sur le marché officiel de change, les cotations sont à 140,03 DA à l'achat et 140,05 DA à la vente; tant dis que sur le marché parallèle, les cambistes le proposent dans les environs de 222 DA à l'achat et 224 DA à la vente.

Taux de change du Dollar Canadien et de la Livre Sterling

En outre, concernant le taux de change de la livre sterling, un pound s'échange contre 164,24 DA à l'achat et 164,30 DA à la vente, à la Banque d'Algérie. Alors que sur le marché parallèle, l'unité de cette monnaie reste encore plus chère s'échangeant contre 240 DA à l'achat et 243 DA à la vente. Pour conclure, ce dimanche 13 novembre 2022, un dollar canadien s'échange dans les cotations officielles contre 105,29 DA à l'achat et 105,31 DA à la vente. Sur le marché parallèle de change, le dollar canadien s'échange durant cette même journée contre 157 DA à l'achat et 160 DA à la vente.

R. N.

أشادوا بالإصلاح الميزانياتي الجديد

برلمانيون يشكون من تأخر صرف الاعتمادات من قبل الحكومة

• نواب يطالبون بحق النظر في المراسلات بين الإدارات المركزية والولايات
• رئيس المجلس إبراهيم بوغالي، ترويد البرلمان بجميع تقارير مردودية الوزارات

72

فعالية النظام الجديد، فيما التمسوا الأعدار للمسيرين المحليين الذين يحتاجون لمزيد من الوقت في التعود على النظام الجديد.

وقال الدكتور عبد القادر بربيش إن الإطار الميزانياتي الجديد ينخرط في سياق تعزيز الشفافية والمساءلة في تسيير وإنفاق المال العام وإضفاء قواعده الممارسة السليمة في هذا المجال. وقال متدخل إن الوثائق المقدمة للنواب، البالغ عددها 4000 ورقة، توفر للبرلمانيين قدرة على إجراء تحليل عملي لميزانية الدولة وللجماعات المحلية وتوفر معلومات للمواطنين والإعلاميين.

وقدم المحاضران ديدش زين العابدين وأحمد بلجيجالي لزملائهما بعض الزوايا التي يمكن الاشتغال عليها خلال المناقشة العامة، مثل قضايا الدعم المباشر وغير المباشر وزيادة الأجور واستيراد الجرار والسيارات وغموض تمويل عجز الميزانية المقدر بـ 5 ملايين دينار وغياب بعض الجداول الإحصائية لقطاعات وزارية. ورفع برلمانيون ومندوبون شكوى ذات بعد محلي، منها تأخر صرف الاعتمادات من قبل الحكومة ومنها ميزانية الإطعام والنقل المدرسي، ما يفرض أعباء عليهم، فيما اقترح عليهم مشاركة التوجه إلى مصالح الميزانية بوزارة المالية لرفع القيود.



مبدأ الشفافية في صرف المال العام، من خلال عرض الحكومة قبل نهاية الثلاثي الأول من السنة المالية تقريراً حول الاستراتيجية متعددة السنوات، فضلاً عن الإجراءات المتعلقة بتزويد البرلمان بجميع تقارير مردودية الوزارات بمناسبة عرض مشروع قانون تسوية الميزانية، وهي تدابير ذات أهمية بالغة تدرج ضمن إطار تقوية علاقات التعاون بين الحكومة والبرلمان في إطار الأحكام الدستورية ذات الصلة. وامتدح المحاضران اعتماد الإصلاح الجديد لقانون المالية الذي يوفر، حسبهم، مزيداً من الشفافية في إنفاق المال العام، داعين لإنشاء نظام معلوماتي فعال لتحسين

على نصوص أوضح وأفضل ومعلومات ميزانية تتميز بالشفافية وتعزيز الجانب الإعلامي والرقابة البرلمانية وإدماج عناصر المرونة في تسيير الميزانية، مضيفاً أنه "يمكن البرلمان في إطار دراسة مشروع قانون تسوية الميزانية وتقييم السياسات العمومية وضع تحت تصرفه جميع تقارير مردودية الوزارات". ويعتمد مشروع القانون العضوي، حسب شرح بوغالي، على تحديد الأهداف المتعلقة بالإطار التشريعي الجديد للميزانية المرتكز حول مبدأ الميزانية حسب نتائج وأهداف محددة مسبقاً وتوفير الظروف الملائمة لتطبيقه واعتماد

• طالب نواب في المجلس الشعبي الوطني، أمس، بمنحهم سلطة الاطلاع على التعليمات والمراسلات التي تقدمها القطاعات الوزارية للولايات في إطار ممارسة صلاحياتهم الرقابية.

ولقي الطلب استجابة سريعة من رئيس المجلس إبراهيم بوغالي، وفق ما أعلنه الدكتور أحمد بلجيجالي في ختام يوم برلماني نظمته المجلس عشية مناقشة مشروع قانون المالية والميزانية للعام 2023. وقال عضو لجنة المالية بحضور رئيس المجلس إبراهيم بوغالي إن الأخير تبنى المطلب وتمت مراسلة مصالح الحكومة لتمكين النواب من الوثائق والتعليمات التي تصدر من المصالح المركزية للوزارات إلى المديرات الولائية.

وأيد منشطو اليوم البرلماني التكويني في السياق ذاته دعوة رئيس المجلس لأجل تنظيم ندوات لصالح المنتخبين والمسؤولين المحليين حول تنفيذ الإصلاحات الميزانية القائمة على البرامج والأداء، المقرر أن تدخل حيز التنفيذ بداية من العام الجديد.

وفي هذا السياق، أشاد رئيس المجلس إبراهيم بوغالي في افتتاح الأشغال بالنظام الجديد الذي ينخرط، حسب، ضمن مسعى إصلاح إطار تسيير المالية العمومية والبحث عن الفعالية والنتائج وتحسين تقديم قوانين المالية ومحتوياتها للحصول

خاصة في مجال الأمن الغذائي والطاقي والصحي والبيئي

المصرف العربي للتنمية لتعزيز فرص النمو في إفريقيا

الدعم اللازم للمتعاملين الجزائريين وكذا وضع خبرته ومعرفته لتمكينهم من تعزيز وجودهم في القارة الإفريقية مع وجود "الضمانات اللازمة لمعاملاتهم".

وحسب الوزارة فإن المحادثات بين المسؤولين أدت إلى الاتفاق على تنظيم حدث يجمع بين الفاعلين الاقتصاديين الجزائريين (مصدرون ومستثمرون ومؤسسات مالية)، وذلك في إطار الاحتفالات المزمع تنظيمها إحياء للذكرى الخمسين لتأسيس البنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا. كما سيسمح هذا الحدث بدراسة "السياسات والوسائل القادرة على مرافقة هذه الإرادة الجزائرية للتوجه نحو السوق الإفريقية للاستفادة من إمكاناتها الهائلة التي أوجدتها إنشاء منطقة التبادل الحر الإفريقية".

للتذكير، يعد البنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا مؤسسة مالية تم إنشاؤها العام 1974 بالجزائر العاصمة من قبل الدول الأعضاء في جامعة الدول العربية، ويهدف إلى المساهمة في تنمية التعاون الاقتصادي والمالي والتقني العربي- الإفريقي قصد تجسيد التضامن العربي الإفريقي القائم على المساواة والصداقة. وتأتي زيارة الدكتور سيدي ولد التاه إلى الجزائر في إطار مشاركته في أشغال اللقاء العربي الإفريقي لتشجيع المعاملات بين المنطقتين، الذي نظم على هامش النسخة الأولى للمعرض والمؤتمر العربي الدولي للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة (12 إلى 14 ديسمبر 2022) والتي يعد البنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا أحد الممولين الرئيسيين لها.

ب - سعيد

● شكّل لقاء وزير المالية، جمال كسالي، بالمدير العام للمصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا، سيدي ولد التاه، سانحة لبحث الفرص المتاحة أمام المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا لتعزيز تدخلاته بشكل أهم على مستوى القارة الإفريقية، في سياق تطبعه تحديات هامة ينبغي رفعها في مجال التنمية الاقتصادية والاجتماعية، لاسيما في مجالات الأمن الغذائي والطاقي والصحي والبيئي.

وحسب بيان وزارة المالية فإن الوزير جمال كسالي استغل فرصة هذا اللقاء للتركيز على "الدور الهام" المنوط بالمصرف من أجل تعزيز التعاون العربي- الإفريقي، وذلك من خلال تشجيع تمويل المشاريع المدمجة الكفيلة بضمان نمو مستدام على مستوى بلدان القارة.

من جهته، حرص الدكتور سيدي ولد التاه على إعلام كسالي بصفته محافظ بنك الجزائر لدى هيئته المالية بالنتائج الإيجابية المسجلة من قبل المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا خلال السنوات الأخيرة، وتبليغه بأهم عناصر إستراتيجيته الجديدة المعدة في إطار المخطط الخماسي للتنمية المقبل.

ويعد أن أكد على دعم الجزائر للجهود التي يبذلها المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا "بتعزيز علاقات التعاون الإفريقية، تطرق كسالي مع السيد التاه إلى إمكانات دعم المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا لجهود ولوج المتعاملين الجزائريين للسوق الإفريقية وترقية الصادرات الجزائرية الموجهة لهذه السوق. وفي هذا الصدد، أكد الدكتور ولد التاه استعداد مؤسسته لتقديم

يوم برلماني حول القانون العضوي لقوانين المالية

لا تبذروا ولا تبديد للمال العام.. ورقابة على عمليات الصرف

■ بوغالي: البرامج معيار لتحديد الاحتياجات من القروض ■ خبراء: قانون المالية العضوي أنجع إطار لتسيير المالية العمومية

أبرز المشاركون في أشغال اليوم الدراسي الخاص بالتوجهات الجديدة لميزانية الدولة في إطار الإصلاح الميزانياتي وفقا للقانون العضوي 18-15 المتعلق بقوانين المالية، أهمية تطبيق هذا الأخير لضمان تسيير أنجع للمالية العمومية، من خلال التركيز على النتائج والأهداف والاحتياجات من قروض الميزانيات على أساس البرامج والتقدير الحقيقي للنتائج وليس على أساس التوقعات.

شريحة عابد

لتطبيق هذا الطلب، كما دعا النواب لمسألة الحكومة ومطالبتها بتوضيحات حول كيفية تغطية المعجز الميزانياتي في مشاريع المالية، "إن كان ذلك يتم باللجوء إلى صندوق ضبط الإيرادات أم بالإصدار النقدي أي التمويل غير التقليدي، حيث يقدر المعجز في مشروع قانون المالية 2023 ما يعادل 5885 مليار دينار، بحكم أن نفقات الميزانية تقدر بـ 13.786 مليار دينار والإيرادات تصل إلى 7901 مليار دينار. وأشار ذات النائب إلى أنه بداية من 2026 سيتم العمل بسنة واحدة للوراء بدل سنتين في تسوية الميزانية.

من جهته، أكد النائب زين العابدين بديش عن جبهة المستقبل، أن القانون الإطار يضع في متناول النواب سلطة تعديل الميزانيات المحلية والمطالبة بنقل مشاريع من ولاية إلى أخرى بعد تقديم الأسباب، مشيراً إلى أن النواب لديهم سلطة التعديل في مجال الضرائب والرسوم التي يتضمنها مشروع قانون المالية لسنة 2023 الذي تم إعداده في إطار قانون المالية العضوي، وأعطى مفاتيح عن زوايا المناقشة العامة كاستيراد السيارات والجراءات الأحكام التشريعية والحقوق الجمركية. أما الدكتور يوسف حمدي، فأكد أن المشروع يسمح بتشديد النفقات والتوظيف الحسن للأموال العمومية في برامج مضمونة، مشيراً إلى أنه سيسهل عمل تقييم مجلس المحاسبة حول سلوك الوزارات والمؤسسات في صرف الاعتمادات المالية، والرقابة على صرف المال العام.



عرض الحكومة قبل نهاية الثلاثي الأول من السنة المالية، تقريراً حول الاستراتيجية المتعددة السنوات، فضلاً عن الإجراءات المتعلقة بتزويد البرلمان بجمع تقارير مردودية الوزارات بمناسبة عرض مشروع قانون تسوية الميزانية. وطالب الأساتذة المتدخلون في اللقاء، ومنهم النائب أحمد بلجبلالي عن حركة مجتمع السلم، الحكومة بتزويد النواب بنسخ من المراسيم والتعليمات والمناشير التي تبث بها الإدارة المركزية للمصالح الفرعية والمحلية، في إطار تجسيد الرقابة البرلمانية، مثنياً على استجابة رئيس المجلس الشعبي الوطني لطلب النواب بمراسلة للحكومة

ورقاتها. وأضاف المتحدث، أن القانون العضوي يحافظ على مبدأ الموازنة الموجهة نحو النتائج انطلاقاً من أهداف محددة مسبقاً، وبالتالي فإن إطار التسيير الذي يجسده يمنح استقلالية أكبر للمسيرين، ويكرس مبادئ التقييم ومراقبة الأداء. ويعتمد مشروع القانون العضوي على تحديد الأهداف المتعلقة بالإطار التشريعي الجديد للميزانية المركزة حول مبدأ الميزانية حسب نتائج وأهداف محددة مسبقاً وتوفير الظروف الملائمة لتطبيقه، واعتماد مبدأ الشفافية في صرف المال العام، وتعزيز إعلام البرلمان، من خلال

لدى افتتاحه لهذا اليوم البرلماني، المنظم أمس، بولاية الجزائر، في إطار تحضير نواب المجلس الشعبي الوطني، لمناقشة مشروع قانون المالية 2023، وفقاً للتدابير الجديدة التي تضمنها القانون العضوي الإطار لقوانين المالية، أكد رئيس المجلس الشعبي الوطني، إبراهيم بوغالي، أن عصونة المنظومة المالية العمومية، هي حتمية للتحكم في الموارد المالية وحسن تسييرها، واعتبر القانون الإطار وسيلة للاستشراف في مجال التسيير المالي، مبنية على تحديد الاحتياجات من القروض على أساس البرامج وحسب تقدير حقيقي للنفقات، فضلاً عن وضع آليات تكفل مواجهة الظروف الطارئة، من خلال اللجوء إلى المراسيم المتكفلة بالاعتمادات الملحقه أو إعداد قانون مالي تصحيحي (التكميلي حالياً).

وأشار رئيس المجلس، إلى أن العمل بالقانون العضوي للمالية 18-15 الذي نصت عليه المادة 141 من الدستور، من شأنه تعزيز الرقابة البرلمانية على السياسات العمومية وتقييم أداء مختلف القطاعات، فضلاً عن كونه يقلل من التوقعات التي تكون عادة مبنية على تصورات تصطلح بالواقع، ولا تخضع لمنطق مضبوط ودقيق.

واعتبر بوغالي القانون العضوي لقوانين المالية، الإطار القانوني الجديد المنظم لتحضير وإعداد قوانين المالية وكيفية تقديمها والمصادقة عليها من طرف البرلمان، كما يحدد المبادئ والقواعد التي تحكم المالية العمومية وحسابات الدولة، بالإضافة إلى تنفيذ قوانين المالية

مشروع قانون المالية لسنة 2023

لا ضريبة على أرباح تعاونيات الصيد البحري وتربية المائيات

رفع معدل استهلاك الفرد إلى 4,2 كلغ في 2024

مليار دينار لتفقات التحويلات. وأشار الوزير إلى أنه تم ضمن مشروع قانون المالية الجديد تعديل المادة 138 من قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة لإعفاء تعاونيات الصيد البحري وتربية المائيات من الضريبة على أرباح الشركات.

ولفت الوزير بخصوص مؤشرات قطاع الصيد، إلى تعزيز أسطول الصيد البحري بـ161 سفينة من إجمالي عدد سفن بلغ 5862 سفينة سنة 2020 إلى 6023 سفينة فضلا عن زيادة إنتاج تربية المرشيات بـ3212 طن من 4788 طن إلى 8000 طن.

كما تم زيادة إنتاج الصيد البحري بـ48,16 من المائة ضمن ارتفاع أرجعه الوزير إلى زيادة إنتاج الأسماك السطحية الصغيرة والكبيرة. كما توقع زيادة في إنتاج السمك خلال السنتين القادمتين بنسبة 12 و27٪ على التوالي بعد دخول مشاريع جديدة في تربية المائيات والصيد في أعالي البحار.

وقال إن تربية المائيات ساهمت بنسبة 4,91٪ من إجمالي إنتاج السمك وارتفعت هذه النسبة لتصل إلى 6,90٪ العام الجاري.

وأشار الوزير إلى ارتفاع عدد الولايات التي تحوز مزارع منتجة للأسماك من 6 ولايات سنة 2021 إلى 9 ولايات.

وكشف الوزير أن مؤشر استهلاك المنتجات السمكية ما بين سنتي 2020 و2024 انتقل من 2,74 كلغ/فرد سنة 2020 إلى 3,26 كلغ/فرد العام الجاري، متوقعا ارتفاعه إلى 3,55 كلغ/فرد سنة 2023 و4,23 كلغ/فرد سنة 2024.

وأوضح صلوواتشي بخصوص تربية الأسماك القارية، أن قطاعه يتحكم بنسبة 100٪ في سلسلة إنتاج سمك البلدي الأحمر وتغذيته وإنتاج صغار أسماك البلدي واستحداث نموذج تسويقي مبتكر لمنتجات تربية المائيات عن طريق الغرفة الجزائرية للصيد البحري وتربية المائيات. ويخصوص تعليب المنتجات الصيدية. وأشار الوزير إلى دخول أربع وحدات تحويل وتعليب المنتجات السمكية حيز الخدمة هذه السنة في كل من عنابة وسكيكدة والجزائر وسطيف، لتصل قدرة التحويل إلى 20 ألف طن هذه السنة.

كشف وزير الصيد البحري والمنتجات الصيدية، هشام سفيان صلوواتشي، أول أمس، عن تخصيص، أزيد من 6 ملايين دينار لرخص الالتزام وأزيد من 83,4 ملايين دينار لاعتمادات الدفع في إطار مشروع قانون المالية لسنة 2023.

ي.س.

وقال صلوواتشي، خلال جلسة استماع أمام لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني في إطار مناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2023 أنه من مجموع مبلغ 6,67 مليار دينار المخصص لرخص الالتزام تم تخصيص 510 مليون دينار لبرنامج الصيد البحري و253 مليون دينار لتربية المائيات و2,47 مليار دينار لمراقبة أنشطة ونوعية منتجات الصيد البحري وتربية المائيات ومبلغ 3,44 مليار دينار للإدارة العامة.

وخصص لتفقات المستخدمين من إجمالي ميزانية القطاع مبلغ 1,66 مليار دينار وأزيد من 3 ملايين دينار لتفقات الاستثمار و5,265 مليون دينار لتفقات تسير المصالح و1,8



بوغالي يؤكد في ملتقى حول التوجهات الجديدة لميزانية الدولة القانون العضوي لقوانين المالية يعزز الرقابة البرلمانية على السياسات العمومية وأداء القطاعات

تحسين التسيير وتعزيز تقييم الفاعلية عبر التقارير الوزارية حول المردودية كما يفرض هذا القانون يضيف المتدخل على الإدارات العامة والمسيرين تحمل مسؤولية تنفيذ البرامج وتحقيق سير أفضل للموارد المالية والبشرية مذكرا ان قانون تسوية الميزانية يتضمن في إطار تنفيذ القانون العضوي المذكور نتائج العمليات الميزانية والحسابات الخاصة بالخرينة وميزان العام للحسابات وحساب النتائج ويوضح الظروف التي نفذت فيها البرامج وكذا مدى بلوغ الأهداف.

وأشار زين العابدين أنه سيتم في إطار مناقشة قانون المالية في ظل القانون العضوي 15-18 إعداد ثلاث وثائق تتعلق بمشروع ميزانية الدولة تعده المديرية العامة للميزانية حيث يوضح مجموع الإيرادات على مدى ثلاث سنوات إلى جانب تقرير عن الأولويات والتخطيط تعده الوزارة أو المؤسسة العمومية والذي يحدد اقتراحات هذه الهيئة حسب مختلف المصالح التابعة لها والهيئات الإقليمية وكذلك وثيقة التوزيع الإقليمي لميزانية الدولة الذي تعده المديرية العامة للميزانية والتي تبرز التوزيع الجغرافي لنفقات الميزانية. ■ رضوان، م

وفي هذا الصدد دعا بوغالي المنتخبين المحليين للانخراط في المسمى الجديد الذي يقتضي الحرص على زيادة التنسيق وتوحيد الجهود وتكثيفها مع بقية المؤسسات والهيئات كضرورة ملحة لتحقيق الأهداف والوصول إلى النتائج المرجوة. وفي قراءة لمضمون القانون العضوي 18-15 أوضح النائب بخوش الصديق أن هذه التدابير تسمح بتحديد الاحتياجات من القروض حسب البرامج ووفق تقديرات حقيقية للنفقات مع وضع آليات التكفل لمواجهة الظروف الطارئة.

وحول أوجه الاختلاف بين القانون العضوي 17-84 المتعلق بقانون المالية والقانون العضوي 15-18 أشار بخوش إلى اعتماد على الإطار الميزانياتي المتعددة السنوات المتضمن قانون مالية لسنة 2023 وتقديرات السنتين التي بعدها واللجوء إلى ميزانية البرامج المعتمدة على الأهداف عكس القانون السابق الذي يركز على ازدواجية الميزانية (تسيير-تجهيز) وتسيير النفقات المعتمد على الوسائل. ومن جانبه أشار النائب ديديش زين العابدين أن أهداف هذا الإصلاح تتمحور حول إتاحة السهولة في قراءة وثائق الميزانية وإمكانية تنفيذ مراقبة لاحقة مع اثر ايجابي على

■ أكد رئيس المجلس الشعبي الوطني، ابراهيم بوغالي، أمس الأحد، أن "الشروع في تنفيذ القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية خلال سنة 2023 من شأنه تعزيز الرقابة البرلمانية على السياسات العمومية وتقييم أداء مختلف القطاعات".

وأوضح بوغالي، في كلمة ألقاها خلال افتتاح اليوم الدراسي حول التوجهات الجديدة لميزانية الدولة في إطار الإصلاح الميزانياتي وفقا للقانون العضوي 15-18 المتعلق بقوانين المالية، أن التدابير التي أدرجت في هذا النص القانوني ذات أهمية بالغة وستساهم في تقوية علاقات التعاون بين الحكومة والبرلمان ضمن الأحكام الدستورية ذات الصلة لغرض تعزيز المرونة في الرقابة البرلمانية.

وأبرز أن الحكم الراشد لم يعد فقط مسألة تكوين واعتماد على النزاهة رغم أهميتها لكنه بات آليات وضبط أدوات واختيار مناهج وتقليص لدائرة التوقعات التي كثيرا ما تصطدم بالواقع. وقال رئيس المجلس أن اعتماد مشروع القانون العضوي 15-18 على تحديد الأهداف المتعلقة بالإطار التشريعي الجديد للميزانية المرتكز على ميزانية النتائج والأهداف المحددة مسبقا سيضفي الشفافية في صرف المال العام.

من خلال تكريس خبرته لتعزيز وجودهم في القارة السمراء مع ضمان معاملاتهم المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا يعرض مرافقة المصدرين الجزائريين ■ الاتفاق على تنظيم حدث يجمع بين الفاعلين الاقتصاديين الجزائريين في الذكرى الخمسين لتأسيس البنك

لتأسيس البنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا. كما سيسمح هذا الحدث بدراسة السبل والوسائل القادرة على مرافقة هذه الإرادة الجزائرية للتوجه نحو السوق الأفريقية للاستفادة من إمكاناتها الهائلة التي أوجدتها إنشاء منطقة التبادل الحر الأفريقية، حسب البيان. للتذكير، يعد البنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا مؤسسة مالية تم إنشاؤها في عام 1974 بالجزائر العاصمة، من قبل الدول الأعضاء في جامعة الدول العربية، ويهدف إلى المساهمة في تنمية التعاون الاقتصادي والمالي والتقني العربي-الإفريقي قصد تجسيد التضامن العربي الإفريقي القائم على المساواة والصدقة. وتأتي زيارة الدكتور سيدي ولد التاه إلى الجزائر في إطار مشاركته في أشغال اللقاء العربي الإفريقي لتشجيع المعاملات بين المنطقتين، الذي نظم على هامش النسخة الأولى للمعرض والمؤتمر العربي الدولي للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة (I2 إلى I4 ديسمبر 2022) والتي يعد البنك العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا أحد الممولين الرئيسيين لها. ■ ج.ح

الاقتصادية في إفريقيا خلال السنوات الأخيرة وتبليغه بأهم عناصر استراتيجيته الجديدة المعدة في إطار المخطط الخماسي للتنمية المقبل. ويعد أن أكد على دعم الجزائر للجهود التي يبذلها المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا والتزامه الدائم بتعزيز علاقات التعاون الإفريقية، تطرق السيد كسالي مع السيد التاه إلى إمكانات دعم المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا لجهود ولوج المتعاملين الجزائريين للسوق الإفريقية وترقية الصادرات الجزائرية الموجهة لهذه السوق، تضيف الوزارة. وفي هذا الصدد أكد الدكتور ولد التاه استعداد مؤسسته لتقديم الدعم اللازم للمتعاملين الجزائريين وكذا وضع خبرته ومعرفته لتمكينهم من تعزيز وجودهم في القارة الإفريقية مع وجود الضمانات اللازمة لمعاملاتهم. وحسب الوزارة فإن المحادثات بين المسؤولين أدت إلى الاتفاق على تنظيم حدث يجمع بين الفاعلين الاقتصاديين الجزائريين (مصدرين ومستثمرين ومؤسسات مالية)، وذلك في إطار الاحتفالات المزمع تنظيمها إحياء للذكرى الخمسين

■ استقبل وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، بالجزائر العاصمة، المدير العام للمصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا، السيد سيدي ولد التاه، الذي بحث معه الفرص المتاحة للمصرف لتعزيز تداخلاته على مستوى القارة الإفريقية. وجاء في بيان للوزارة أن "هذا اللقاء شكل سانحة لبحث الفرص المتاحة أمام المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا لتعزيز تداخلاته بشكل أهم على مستوى القارة الإفريقية في سياق تطبعه تحديات هامة ينبغي رفعها في مجال التنمية الاقتصادية والاجتماعية، لاسيما في مجالات الأمن الغذائي والطاقي والصحي والبيئي". وحسب ذات المصدر، فإن السيد كسالي استغل فرصة هذا اللقاء للتركيز على الدور الهام، المنوط بالمصرف من أجل تعزيز التعاون العربي-الإفريقي، وذلك من خلال تشجيع تمويل المشاريع المدمجة الكفيلة بضمان نمو مستدام على مستوى بلدان القارة. من جهته، حرص الدكتور سيدي ولد التاه، على إعلام السيد كسالي بصفته محافظ بنك الجزائر لدى هيئته المالية بالنتائج الإيجابية المسجلة من قبل المصرف العربي للتنمية

تحديات النشاط المصرفي على طاولة نقاش الدورة الـ 18 للقمّة المصرفية المغاربية

قادة القطاع البنكي المغاربي يجتمعون بالجزائر اليوم

■ البنوك تفتح ملف الابتكار التكنولوجي وبنك الغد في عصر الأرضية البنكية

يحتضن فندق الأوراسي بالجزائر العاصمة بداية من اليوم وعلى مدار يومين، الدورة الثامنة عشرة للقمّة المصرفية المغاربية، والتي تحمل شعار "تحديات النشاط المصرفي وأفاقه"، والتي تتماشى مع توجيهات الحكومة والسلطات العليا للبلاد التي تهدف لعصرنة النظام المصرفي في الجزائر وتحديث البنوك ورقمنة مختلف الخدمات البنكية، لضمان مرافقة فعالة للاقتصاد الوطني وتحقيق القيمة المضافة للبلاد.

■ لمياء حرزلاوي



المصرفي، وبنك الغد في عصر الأرضية البنكية. ويتمثل الهدف من تنظيم هذا الحدث المهم هو تعزيز التعاون الاقتصادي بين الفاعلين الاقتصاديين المغاربة من خلال تطوير حجم التجارة، وتحقيق مبدأ الشمول المالي، فضلا عن تبادل الخبرات المهنية في مجال البنوك.

تخصصه. وتتمحور جلسات النقاش خلال اليوم الأول حول الابتكار التكنولوجي، التكنولوجيا المالية والامتثال وتحديات النسيج المصرفي والمالي. أما اليوم الثاني فسينظم على شكل ورشات عمل تتمحور حول الامتثال للمعايير الدولية لمحاربة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، وبيانات (داتا) مسؤولة وأخلاقية في القطاع

■ وحسب البيان الصادر أمس عن الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، تسلمته "الفجر"، ينظم اتحاد المصارف المغاربية، بالتنسيق مع الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية الجزائرية، الدورة الـ 18 للقمّة المصرفية المغاربية، إذ سيتم تنظيم هذا الحدث برعاية وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، وبحضور محافظ بنك الجزائر، صلاح الدين طالب،

وأشارت الجمعية أن هذا الحدث سيجمع قادة وكبار المسؤولين التنفيذيين في البنوك وكبار المسؤولين الاقتصاديين والماليين من دول اتحاد المغرب العربي، بالإضافة إلى العديد من الخبراء الدوليين. وأوضحت أن الهدف من تنظيم هذا الحدث الهام هو تعزيز التعاون الاقتصادي بين الفاعلين الاقتصاديين المغاربة من خلال تطوير حجم التجارة، وتحقيق مبدأ الشمول المالي، فضلا عن تبادل الخبرات المهنية في مجال البنوك.

وستنظم المواضيع التي سيتم مناقشتها خلال هذه القمّة في جلسات نقاش تفاعلية، برئاسة خبراء، كل في مجال



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger